

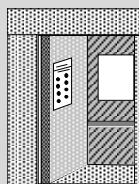


Institut agro

26 boulevard du Docteur Petitjean
BP 87999
21079 DIJON Cedex

Institut agro

2 Place Pierre Viala
34060 Montpellier Cedex



MAINTENANCE DES ASCENSEURS

CCAP

MARCHE DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE	6
2	PARTIES CONTRACTANTES	6
2.1	Représentant légal du pouvoir adjudicateur :	6
3	DEFINITIONS :	6
3.1	Glossaire applicable au présent document :	6
3.2	Nature des prestations prévues	7
3.3	Durée du marché.	8
3.4	Décomposition du marché.	8
4	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
4.1	Pièces particulières	8
4.2	Pièces générales.	10
4.3	Fourniture des documents du marché	11
5	MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	11
6	ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS.	12
6.1	Sécurité des travailleurs intervenant sur les ascenseurs	12
6.2	Sécurité et protection de la santé	12
6.3	Prévention des risques professionnels	12
6.4	Facilités accordées au titulaire pour le chantier.	13
6.5	Installations à réaliser par le titulaire.	13
6.6	Gestion des déchets et de l'amiante	13
6.7	Protection de l'environnement	14
6.8	Clause de confidentialité	14
7	SOUS TRAITANCE	15
7.1	Désignation de sous-traitants en cours de marché.	15
7.2	Paiement des sous-traitants et des Co traitants.	16
8	PERSONNEL D'EXECUTION	17
9	CAS DE FORCE MAJEURE, GREVE	17
9.1	Cas de force majeure	17
9.2	Greve	17
10	REPARATION DES DOMMAGES	17
11	ASSURANCES	17
12	RESILIATIONS	18

12.1	Résiliation pour faute du titulaire	18
12.2	Résiliation pour motif d'intérêt général :	19
13	LITIGES	20
14	ELECTION DE DOMICILE	20
15	ENREGISTREMENT ET TIMBRES	20
17	REMARQUE GENERALE	22
18	PENALITES	22
18.1	Remarques générales	22
18.2	Visites de maintenance	23
18.3	Retard dans le délai d'intervention	23
18.4	Retard dans le délai de remise en service ou de réparation de l'équipement	24
18.5	Défaut de maintenance	24
18.6	Mauvais fonctionnement	24
18.7	Retard dans la remise de documents	25
18.8	Pénalités pour fait grave	25
18.9	Pénalités pour sous-traitance occulte	25
18.10	Pénalités pour retard dans la réalisation des travaux	26
18.11	Pénalités pour absence	26
18.12	Pénalités pour retard dans la levée des observations	26
18.13	Pénalités téléalarme	26
19	RESILIATIONS EXCEPTIONNELLES	26
20	MODIFICATION DU MARCHE DE MAINTENANCE	27
20.1	Nouvelle installation	27
20.2	Suppression d'une installation	27
21	SECURITE	27
22	RESPONSABILITES	28
23	DEFINITION DES PRIX, VARIATION ET MARCHES COMPLEMENTAIRES	28
23.1	Définition des prix	28
23.2	Variation des prix	28
23.3	Marchés complémentaires :	28
23.4	Modification des coordonnées bancaires en cours de marché	29
23.5	Paieement	29
23.6	Les Intérêts moratoires :	29
24	CONDITIONS DE PAIEMENT	29
25	AVANCES ET RETENUES DE GARANTIES	29
25.1	Avances	29
25.2	Retenues de garanties	29
26	PRIX (Maintenance / Entretien / travaux hors marché)	29

27	<i>FACTURATION</i>	30
28	<i>Dérogations au C.C.A.G. – Fournitures courantes et services</i>	31
29	<i>Pénalités Travaux et Modernisation</i>	33
29.1	<i>Pénalités de retard d'intervention (Travaux et Modernisation)</i>	33
29.2	<i>Pénalités pour non-respect du délais d'exécution (Travaux et Modernisation)</i>	33
29.3	<i>Pénalités pour non remise de documents (Travaux et Modernisation)</i>	33
29.4	<i>Pénalités pour sous-traitance occulte (Travaux et Modernisation)</i>	34
29.5	<i>Pénalités pour faute grave (Travaux et Modernisation)</i>	34
30	<i>Dérogations au C.C.A.G. – Travaux</i>	34

CHAPITRE 1

DISPOSITIONS GENERALES

1 **OBJET DU MARCHÉ**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) concernent le marché relatif à la Maintenance, dépannages et réparations des ascenseurs. Ces installations sont la propriété d' **Institut agro**. Elles sont réparties en 1 lot unique. Les adresses sont indiquées aux annexes de l'acte d'engagement.

2 **PARTIES CONTRACTANTES**

➤ **Institut agro dont le siège social est situé :**

Institut agro
26 boulevard du Docteur Petitjean
BP 87999
21079 DIJON Cedex

Institut agro
2 Place Pierre Viala
34060 Montpellier Cedex

Désigné dans les documents par l'expression « *le pouvoir adjudicateur* »

D'une part,

➤ **L'Entreprise**

Désignée dans les documents par l'expression « *le Titulaire* »

D'autre part,

2.1 **REPRESENTANT LEGAL DU POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Monsieur le Directeur Général d'**Institut agro**

Dès la notification du marché, le représentant légal du pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

3 **DEFINITIONS :**

3.1 **GLOSSAIRE APPLICABLE AU PRESENT DOCUMENT :**

- Le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne qui conclut le marché avec le titulaire. Lorsque le marché est conclu par une entité adjudicatrice, les dispositions applicables au pouvoir adjudicateur s'appliquent à l'entité adjudicatrice.

- Le « **représentant du pouvoir adjudicateur** » est la personne dûment habilitée par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.
- Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.
- Les « **prestations** » désignent, selon l'objet du marché, des services ou des travaux.
- « **L'avenant** » est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent de modifier ou de compléter une ou plusieurs des clauses du marché. Cette modification ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet, de substituer au contrat initial un autre contrat, soit parce que son économie en serait bouleversée, soit parce que son objet ne serait plus le même.
- La « **forclusion** » est la sanction civile qui, en raison de l'échéance du délai qui était légalement imparti pour faire valoir ses droits, éteint l'action dont disposait le titulaire pour les faire reconnaître.

3.2 NATURE DES PRESTATIONS PREVUES

Le présent marché, signé entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, prévoit la **réalisation simultanée des objectifs suivants** :

La « **Maintenance** », c'est-à-dire le maintien en bon état de fonctionnement des équipements et ainsi que des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations.

La maintenance comprend l'entretien, les réparations et dépannages tels que définis par :

- Les articles R.125-2, R.125-1, R 125-2-2 et R 125-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret N°2004-964 du 09 septembre 2004),
- L'arrêté du 18 novembre 2004 concernant les prestations minimales à effectuer,
- L'arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques sur les ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure,
- Le décret 2012-674 du 7 mai 2012 ;
- L'arrêté du 7 août 2012.
- Les prestations complémentaires indiquées au chapitre II du présent C.C.A.P.,
- Les prestations complémentaires indiquées au C.C.T.P.
- La « **qualité de service** » répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges comprend notamment :
 - La continuité de service,
 - Le respect des délais
 - Les informations tant aux usagers qu'au pouvoir adjudicateur
 - La précision de réglages techniques sur les installations

- La « **communication** » est l'engagement de toutes les parties à fournir tous les éléments essentiels du contenu du contrat aux équipes techniques du titulaire.
- « **L'obligation de résultat** », c'est l'engagement du titulaire à assurer le fonctionnement correct, permanent et en toute sécurité les équipements qui lui sont confiées et ce, quelles que soient les conditions, le tout dans le respect des exigences fixées par le marché. **Le titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour répondre à son obligation de résultat, objectif de ce marché.**

3.3 DUREE DU MARCHÉ.

3.3.1 Prestation de maintenance

Le contrat d'entretien et de réparation est conclu pour une durée d'une année reconductible tacitement **3 fois** sauf préavis de résiliation 3 mois avant la date anniversaire. Il prend effet à partir du **1^{er} janvier 2026** et se terminera au plus tard au **31 décembre 2029**.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

3.4 DECOMPOSITION DU MARCHÉ.

La présente consultation concerne :

- Lot 1 = L'Institut Agro Dijon - 15 équipements sur Dijon (21)
- Lot 2 = L'Institut Agro Dijon - 1 équipement sur Lempdes (63)
- Lot 3 = L'Institut Agro Montpellier - 24 équipements sur Montpellier (34)
- Lot 4 = L'Institut Agro Montpellier - 3 équipements sur Florac (48)

La liste, les adresses, les caractéristiques techniques des installations, objet du présent marché sont indiquées dans les annexes 1 du CCTP.

4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux marchés sont réputées connues du titulaire. Les pièces constitutives des marchés prévalent dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessous.

4.1 PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières au marché sont :

4.1.1 L'Acte d'Engagement.

L'Acte d'Engagement constitue l'offre du titulaire. Il doit être signé par lui ou dans le cas de personne morale, par un représentant valablement habilité.

- **Annexe 1** : Sous-traitance
- **Annexe 2** : Décomposition du prix global et forfaitaire de la maintenance par installation,
- **Annexe 3** : Bordereau de Prix Unitaire valant DQE
- **Annexe 4** : Bordereau de Prix travaux envisagés valant DQE

4.1.2

Les avenants postérieurs à la notification du marché.

4.1.3

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

4.1.4 - Le C.C.A.P.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ainsi que tous les textes qui y sont indiqués régissant les dispositions générales (chapitre 1), les prestations de maintenance (chapitre 2). Ce document dont l'exemplaire est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul, foi.

4.1.5 - Les C.C.T.P. (prestations de maintenance)

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières ainsi que tous les textes qui y sont indiqués, régissant les prestations de maintenance à réaliser sur les équipements. Ce document dont l'exemplaire est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul, foi.

- **Annexe 1** : Procès-verbal de l'Etat des Lieux Initial Contradictoire,
- **Annexe 2** : Rapport d'activité et bilan annuel des engagements réalisés au titre du contrat complet,
- **Annexe 3** : Bilan des engagements réalisés,
- **Annexe 4** : Indicateurs qualité,
- **Annexe 5** : Planning de vidanges des machines
- **Annexe 6** : Suivi de l'état des machines
- **Annexe 5** : Descriptifs des travaux ponctuels

4.1.6 – Cadre moyens humains et techniques

Ce document joint avec l'offre présente :

- 1a - Moyens humains maintenance
- 1b - Moyens par appareil
- 1c - Organisation des astreintes
- 1d – Moyens humains travaux
- 1e – Intervention sur parc

4.1.7 - Mise au point pendant la durée du marché

Les pièces mises au point pendant la période de préparation et d'exécution du marché que peuvent être :

- ↳ Un planning d'entretien,
- ↳ Les procès-verbaux annuels d'essais de parachute,
- ↳ Les procès-verbaux semestriels de vérification des câbles,
- ↳ Les mises à jour des études de sécurité après une transformation importante.

4.1.8 Travail dissimulé

Le titulaire fournira dans les conditions prévues au règlement de consultation les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du Code du Travail. Ces mêmes pièces seront à fournir tous les six mois et ce, jusqu'à l'expiration du marché.

4.2 PIECES GENERALES.

Les pièces générales sont les documents applicables en vigueur au premier jour du mois d'établissement du prix tel que ce mois est défini au présent C.C.A.P. Ces pièces sont notamment :

4.2.1

Le cahier des clauses administratives et générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non fourni, mais qui est réputé être connu et adopté par le titulaire (disponible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clausesadministratives-generales-et-techniques>) pour la partie **maintenance et entretien**.

Le cahier des clauses administratives et générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, non fourni, mais qui est réputé être connu et adopté par le titulaire (disponible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>) pour la partie **travaux**.

4.2.2

Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation édictées par le décret n°69-596 du 14 Juin 1969 et les arrêtés.

4.2.3

Le règlement sanitaire Départemental et le règlement sanitaire du département et de la ville où se situent les installations.

4.2.4

Les règlements de voirie éventuels applicables dans la ville où se situent les installations.

4.2.5

Les prescriptions des décrets, arrêtés, règlements et normalisations complétant ou modifiant les documents ci-dessus, en vigueur au jour de la date des offres.

4.2.6

Les arrêtés municipaux particuliers à la ville où se situent les installations.

4.3 FOURNITURE DES DOCUMENTS DU MARCHÉ

4.3.1 - Pièces fournies par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur fournit au titulaire, en un exemplaire l'ensemble des pièces du marché aux fins de nantissement éventuel de ses créances.

4.3.2 - Pièces fournies par le titulaire

Le titulaire fournit les pièces correspondant aux articles 4.1.6 à 4.1.7 ci-dessus, les pièces mentionnées aux articles 4.1.1 à 4.1.5 faisant partie du marché.

5 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- La convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire peut demander au pouvoir adjudicateur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés

sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

Les travaux seront exécutés sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

↳ A la loi 86.1025 du 09 Septembre 1986, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (JO du 1^{er} Janvier 1986).

↳ A la loi 91.1383 du 31 décembre 1991, renforçant la lutte contre le travail clandestin et l'immigration clandestine (JO du 1^{er} janvier 1992) et ses trois décrets d'application.

↳ La circulaire d'application du 9 novembre 1992 relative au renforcement de la lutte contre le travail clandestin

↳ La loi N° 97-210 du 11 mars 1997

↳ Le décret N° 97-938 du 31 mai 1997, article 8

↳ L'Arrêté du 30 octobre 1997 pris pour l'application de l'article 8 du décret N° 97-938 du 31 mai 1997

Ces réglementations sont également valables pour les sous-traitants.

6 ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES CHANTIERS.

6.1 SECURITE DES TRAVAILLEURS INTERVENANT SUR LES ASCENSEURS

Le titulaire devra se soumettre et respecter les articles R 4543-1 à R 4543-28 du Code du Travail relatif à la sécurité des ascenseurs, monte charges et équipements assimilés sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenants sur ces équipements.

6.2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le titulaire se conformera aux différents textes en vigueur relatifs aux obligations de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, notamment à la directive européenne n°92/57/CEE du 24 juin 1992, à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 (notamment l'article L 4532-2 du Code du Travail) et des décrets et arrêtés pris pour son application, ainsi qu'aux stipulations du C.C.T.P.

Dans l'hypothèse où le titulaire sous-traite une partie de son marché, et dès lors que cette sous-traitance intervient sur les sites qui sont de la responsabilité du pouvoir adjudicateur, ou qu'il apparaît que des travaux définis comme dangereux au titre du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 sont à mettre en œuvre, un coordonnateur SPS devra être nommé en application des textes cités ci-dessus. Cette désignation sera faite par le pouvoir adjudicateur et la totalité des frais inhérents à cette mission viendront en déduction du montant du marché.

6.3 PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS

En application des dispositions réglementaires en matière de prévention des risques professionnels (articles R-4121.1 à R-4121.4 du Code du Travail), le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions destinées à prévenir les risques liés à d'éventuelles interférences entre ses interventions, celles du personnel du pouvoir adjudicateur et de tout autre prestataire intervenant pour le compte de ce dernier.

Le pouvoir adjudicateur tient à sa disposition une liste des intervenants et la nature des interventions susceptibles d'interférer avec celles exercées par le titulaire dans le cadre du présent marché. Préalablement à son intervention et conjointement avec le pouvoir adjudicateur, le titulaire établira un plan de prévention

Le titulaire devra également :

- Communiquer au pouvoir adjudicateur les consignes de sécurité concernant ses interventions contractuelles,
- Effectuer, une inspection commune des lieux de son intervention en présence des autres entreprises (si nécessaire) et/ou du représentant du pouvoir adjudicateur susceptible d'intervenir en même temps qu'elle,
- Etablir si nécessaire, à la suite de cette inspection, une analyse des risques encourus par l'ensemble des intervenants (y compris les risques d'agressions verbales ou physique),
- Formaliser les mesures de prévention nécessaires (balisage, procédures d'alerte, consignes, etc.),
- Les communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur et aux autres entreprises concernées.

En cas de changement du contenu ou du déroulement des prestations prévues au titre du présent marché, le titulaire est tenu de veiller au maintien de l'adéquation du dispositif qu'il a proposé aux nouveaux risques décelés.

6.4 FACILITES ACCORDEES AU TITULAIRE POUR LE CHANTIER.

Sans objet.

6.5 INSTALLATIONS A REALISER PAR LE TITULAIRE.

Le titulaire se conformera aux stipulations du C.C.T.P.

6.6 GESTION DES DECHETS ET DE L'AMIANTE

- **Responsabilité du titulaire en matière de gestion des déchets**

L'élimination des déchets créés par les travaux objet du marché, y compris le matériel déposé, est de la responsabilité du titulaire, pendant la durée du marché.

Le titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent être, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, seront transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Le titulaire est tenu de respecter l'organisation de la gestion des déchets sur le site et de veiller à ce que le tri des déchets soit effectif en vertu des articles L.541-1 et suivants du Code de l'environnement. A cet égard, le titulaire prend en charge l'élimination des déchets. Il en assure le tri, le transport et leur dépose dans les filières de traitement, de stockage et de valorisation

appropriés. Il transmettra obligatoirement dès la fin des travaux le quitus des bordereaux de suivi des déchets (document CERFA n° 07 0320) attestant de leur élimination, de la quantité déposée, ce document étant signé par le gestionnaire de l'unité réceptrice.

- **Responsabilité du titulaire en cas de découverte d'amiante ou de produits amiantés**

Le pouvoir adjudicateur a réalisé sur l'ensemble de ses bâtiments un diagnostic technique amiante (DTA). Il fournira ce document sur simple demande du titulaire. Néanmoins, l'attention du titulaire est appelée sur la possibilité de découverte de matériaux pouvant contenir de l'amiante sur les installations où il est invité à intervenir (intérieur des gaines, locaux de machines, etc...). Il appartient alors à celui-ci d'en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur pour convenir ensemble de la conduite à tenir dans le respect des textes en vigueur.

Dans des cas spécifiques, ou si le titulaire attire l'attention du pouvoir adjudicateur sur site particulier, un diagnostic amiante pourra être réalisé avant travaux.

Le titulaire devra prendre en compte au titre du marché, toutes les remarques et obligations qui résulteraient du retrait et de l'élimination de l'amiante. Toutefois, les frais de traitement des déchets seront pris en charge par le pouvoir adjudicateur.

6.7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur. A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

6.8 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Est préalablement exposé ce qui suit :

Les Parties sont convenues des clauses contractuelles suivantes afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors de l'accès ou de l'utilisation par le prestataire à des données à caractère personnel d'INSTITUT AGRO.

Le prestataire s'engage à respecter et impose à son personnel ainsi qu'à ses fournisseurs et éventuels sous-traitants, la présente clause de confidentialité. Le prestataire ne peut agir que sur instruction d'INSTITUT AGRO

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

Le prestataire s'engage à considérer comme « confidentielles » les informations de toute nature, écrites ou orales, qu'il serait amené à connaître durant l'exécution de l'ordre de mission. L'obligation de confidentialité du prestataire continuera après expiration des présentes, aussi longtemps que

lesdites informations n'auront pas été rendues publiques par INSTITUT AGRO

Le prestataire s'engage à ne pas divulguer à des tiers non autorisés ou à des prestataires situés hors de l'Union européenne, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, tout ou partie des informations confidentielles, sans y avoir été invitée en vertu d'un accord préalable, exprès et écrit d'INSTITUT AGRO

Dès la fin du contrat le prestataire détruira de manière définitive et irréversible les documents et données et toutes copies effectuées qu'il peut détenir dans le cadre de l'exécution de ses prestations.

INSTITUT AGRO déclare être en conformité avec les dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, sans que cela dispense le prestataire de ses propres obligations. Ainsi INSTITUT AGRO ne saurait en aucun cas être responsable en cas de défaillance ou de déclaration incomplète du prestataire auprès de la CNIL.

Le prestataire reconnaît que tout manquement à ses obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la fin immédiate de sa mission.

En cas de recours à un prestataire extérieur, le prestataire s'engage à ce que ce dernier agisse sous sa responsabilité et son contrôle, dans le cadre d'un contrat permettant d'assurer le respect des obligations de sécurité et de confidentialité souscrites par lui-même.

7 SOUS TRAITANCE

7.1 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE.

Les règles relatives à la sous-traitance sont prises en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Le titulaire ne pourra sous-traiter qu'une partie de son marché. Il devra obligatoirement présenter, sous 1 mois après réception d'un ordre de service, le(s) sous-traitant(s) à l'agrément du pouvoir adjudicateur, ainsi qu'un planning d'exécution des travaux envisagés.

Le titulaire devra transmettre au pouvoir adjudicateur une demande accompagnée de :

- Son acte d'engagement revêtu de l'original du formulaire d'exemplaire unique,
- Toutes pièces permettant de déterminer la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- Les coordonnées bancaires du sous-traitant,
- Une attestation sur l'honneur relative à la non-condamnation du sous-traitant pour des infractions aux dispositions de l'ordonnance N° 2015-899 du 23 juillet 2015 ainsi que le décret N°2016-360 du 25 mars 2016,
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir,

L'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par l'entreprise qui présente le sous-traitant.

Aucune prestation ne devra être réalisée avant la notification de l'agrément du sous-traitant.

Après accord de ce dernier, les dispositions prévues par la loi n° 75.1334 du 31.12.75 seront obligatoirement respectées.

Toutefois le silence du pouvoir adjudicateur au-delà d'une période de 21 jours après réception de la demande d'agrément vaut acceptation de celle-ci.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve,

- Que le pouvoir adjudicateur l'ait accepté et qu'il ait agréé ses conditions de paiement
- Que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément aux articles R. 4532-56 à 4532-76 du code du travail.

La responsabilité du titulaire reste entière pour tous les travaux éventuellement sous traités.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, peut entraîner la résiliation pour faute du titulaire et ceci, sans indemnité.

Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

7.2 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS ET DES CO TRAITANTS.

7.2.1 - Modalités de paiement des cotraitants

La signature du projet de décompte du cotraitant par le mandataire du groupement vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des cotraitants.

7.2.2 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux dispositions du Titre II de la loi N° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par la loi du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le délai de paiement court à partir de la réception par le maître d'œuvre ou du pouvoir adjudicateur, de sa demande de paiement, telle que transmise par le titulaire ou telle que transmise par le sous-

traitant lui-même, si le titulaire n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant

8 PERSONNEL D'EXECUTION

Le titulaire devra joindre son plan d'intervention reprenant l'effectif affecté à ce marché et la qualification de son personnel.

Il indiquera également les moyens de liaisons (véhicules, radios, etc....) qui lui permettront de satisfaire aux délais prévus aux articles 17.4.1 du présent C.C.A.P.

9 CAS DE FORCE MAJEURE, GREVE

9.1 CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de force majeure, de quelque nature que ce soit, mettant le titulaire dans l'impossibilité d'effectuer ses services, ce dernier devra rechercher avec le pouvoir adjudicateur toutes mesures satisfaisantes. Pour y pallier et dès lors que l'impossibilité ne concerne que l'entreprise titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de prononcer unilatéralement, et sans qu'il soit besoin de recourir à la juridiction compétente, la résolution du présent contrat, aux torts et risques du titulaire

Les dispositions qui précèdent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en est de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

9.2 GREVE

En cas de grève, le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur au plus tard 24 heures après le dépôt du préavis. Le pouvoir adjudicateur se réserve alors le droit de faire intervenir une société aux frais et risques du titulaire gréviste.

10 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

11 ASSURANCES

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux personnes, aux biens ou aux installations dont il assure la conduite, que ceux-ci proviennent de ses salariés, de ses sous-traitants, ou de tout intervenant dont il a la charge, ainsi que ceux consécutifs aux matériels et matériaux, équipements et installations ou travaux qu'il a mis en œuvre.

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels doivent avoir souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'ils peuvent encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de leurs interventions et notamment pour l'entretien, dépannages, réparations et tous travaux qui leurs sont confiés (accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux, etc....).

Ce contrat doit être en vigueur à la date du début d'exécution du marché. Il couvrira l'ensemble des dommages et ce pour un montant suffisant de manière à ce que le pouvoir adjudicateur ne soit jamais inquiété par la réclamation des tiers et qu'il puisse être indemnisé de ses propres préjudices.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du marché.

Le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels devront obligatoirement fournir au pouvoir adjudicateur, chaque année, un justificatif de leur assurance à la date anniversaire de leur contrat d'assurance. La première attestation devra être détaillée par la compagnie d'assurance et fournie avec l'offre ou avant la date de prise d'effet du marché.

Si ce justificatif ne pouvait être produit dans les 2 mois suivant la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci pourra :

- Soit souscrire un tel contrat aux frais et risques du titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels,
- Soit résilier le marché, sans que le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels ne puissent exiger aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels la communication des plafonds de garantie et exiger, si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

En tout état de cause, la garantie relative aux dommages matériels devra couvrir la réfection à neuf des dégâts causés aux immeubles concernés par les prestations du présent marché (Maintenance, dépannage ou travaux) et aux avoisinants. La garantie sera identique pour les dommages causés aux tiers.

Les garanties dues seront plafonnées de la façon suivante :

Dommages corporels : 8 Millions d'Euros.

Dommages immatériels : 2 Millions d'Euros.

Dommages matériels : 3 Millions d'Euros.

Ces garanties s'entendent par sinistre et non par année d'assurance.

Pour les travaux qui relèvent de la responsabilité décennale due par les constructeurs selon les articles 1792 et suivants et 2270 du code civil, le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels devront justifier être titulaire d'une police de responsabilité décennale couvrant les conséquences de leur responsabilité de constructeur vis à vis de le pouvoir adjudicateur et des propriétaires successifs de l'ouvrage.

Ce contrat devra être souscrit et valide à la date d'ouverture du chantier pour un montant suffisant par rapport au marché qui lui a été confié.

Pour les travaux de génie civil ce contrat devra être géré selon le principe de capitalisation.

12 RESILIATIONS

12.1 RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Outre, la résiliation pour faute grave indiquée aux articles 20.7 et 21 du présent CCAP, le pouvoir

adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants et conditions suivantes :

- a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires, relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- b) Le titulaire contrevient à la sécurité des usagers,
- c) Non-respect du délai légal maximum de 6 semaines entre deux visites de maintenance,
- d) Non-respect des prescriptions techniques définies au présent marché,
- e) Détérioration constatée à l'encontre de bâtiment et de ses installations, notamment suite à un mauvais entretien.
- f) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels,
- g) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 7;
- h) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 11 ;
- i) Carence du titulaire à assurer le fonctionnement correct des installations qui lui sont confiées,
- j) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux
- k) Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- l) Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Sauf dans les cas prévus aux c), i), j), k) ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le représentant du pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

12.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL :

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité, dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans un délai de quinze jours à partir de la notification de la décision de résiliation.

Cette indemnité n'est pas due dans le cas de suppression d'une installation comme stipulé à l'article 20.2 du présent CCAP.

13 LITIGES

Tout litige survenant lors de l'application du présent marché et qui ne pourraient être réglés à l'amiable entre les parties, le sera par voie d'expertise.

L'expert sera désigné d'un commun accord et proposera son arbitrage dans les 20 jours suivant sa mission lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cas où l'une des parties contesterait le résultat de l'expertise, la juridiction compétente pour trancher en dernier ressort, sera le Tribunal dont dépend le siège du pouvoir adjudicateur, saisi dans les huit jours suivant la réception du rapport de l'expert, sur l'initiative de la partie qui serait en désaccord avec ses conclusions. Faute de saisie du tribunal dans ce délai, le rapport de l'expert est réputé avoir recueilli l'agrément des parties.

14 ELECTION DE DOMICILE

Le lieu de domicile du titulaire, ainsi que le lieu et le numéro de téléphone où il pourra être appelée par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution des services sont précisés dans l'Acte d'Engagement et sur le livret d'entretien en machinerie.

15 ENREGISTREMENT ET TIMBRES

S'il y a lieu, les frais de timbres et d'enregistrement seront à la charge de la partie contractante qui aura rendu cette formalité nécessaire.

CHAPITRE 2

MAINTENANCE ET ENTRETIEN

17 REMARQUE GENERALE

Les prestations décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) seront conformes aux documents ci-dessous :

- Les articles R.125-2, R.125-1, R 125-2-2 et R 125-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (décret N°2004-964 du 09 septembre 2004),
- L'arrêté du 18 novembre 2004 concernant les prestations minimales à effectuer,
- L'arrêté du 29 décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques sur les ascenseurs, monte-charges et élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure,
- Les prestations complémentaires indiquées au chapitre II du présent C.C.A.P.,
- Les prestations complémentaires indiquées au C.C.T.P.

Ces prestations d'entretien comportent des clauses minimales prévues par la réglementation ci-dessus, complétées de clauses complémentaires qui sont décrites dans le CCTP et le présent CCAP.

Ces prestations feront l'objet d'une facturation dont le montant sera scindé en deux parties pour être conformes à l'article 23 de la loi N°89-462 du 6 juillet 1989, complété dans son troisième alinéa par l'article 88 1 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 fixant la répartition des charges récupérables auprès des locataires par le propriétaire des équipements.

La répartition de cette facturation sera indiquée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement dans deux rubriques :

- Prestations Minimales Récupérables
- Prestations Complémentaires Non Récupérables maintenance

Pour en faciliter la compréhension et la répartition pour les entreprises, les prestations décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ainsi que dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières Entretien (CCTP) seront précisées comme suit :

Prestations Minimales Récupérables : (PMR)

Prestations Complémentaires Non Récupérables : (PCNR)

18 PENALITES

18.1 REMARQUES GENERALES

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités et des retenues.

Par dérogation l'article 14.1.2 du CCAG-FCS et à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant des pénalités n'est pas plafonné et ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS et à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation.

Le TITULAIRE notera que les pénalités sont non plafonnées et cumulables par type, par appareils et par période.

18.2 VISITES DE MAINTENANCE

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités encourues pour tout manquement constaté dans le cadre des visites de maintenant sont les suivantes :

- Le nombre de visite de maintenance est défini à l'article 5.2. Pour chaque appareil, chaque visite non réalisée pourra faire l'objet d'une pénalité de **150€**.
- Une intervention pour dépannage ou travaux ne pourra se substituer à la visite de maintenance. Pour chaque appareil, en cas de concomitance le même jour d'une visite de maintenance avec une autre intervention, la visite sera considérée comme nulle et pourra faire l'objet d'une pénalité de **150€**.
- L'écart minima entre deux visites de maintenance est de 15 jours calendaire. Pour chaque appareil, chaque visite réalisée dans un écart inférieur pourra faire l'objet d'une pénalité de **150€**.
- L'écart maxima entre deux visites de maintenance est de 42 jours calendaire. Pour chaque appareil, chaque visite réalisée dans un écart supérieur (ce qui est non conforme à la législation) pourra faire l'objet d'une pénalité de **150€**.

18.3 RETARD DANS LE DELAI D'INTERVENTION

En cas de non-respect du délai d'intervention prévu pour :

- Non fonctionnement d'un appareil ou de mauvais fonctionnement pouvant affecter la sécurité (porte ouverte sur le vide, suspicion de départ d'incendie,) ;
- D'usager bloqué en cabine ;

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il pourra être appliqué une pénalité de **70€** par retard de 30 minutes.

En cas de non-respect du délai d'intervention prévu pour :

- Mauvais fonctionnement, sous réserve que celui-ci n'affecte pas la sécurité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il pourra être appliqué une pénalité de **30€** par tranche de 2heures de retard.

En cas d'intervention plus diligente de personnes étrangères (pompiers par exemple), le TITULAIRE du marché devra laisser une trace de son passage sur le registre de contrôle ; toutes dégradations éventuellement causées par les pompiers en cas d'intervention située après le délai stipulé à l'article 5.4 et 5.5 devront être réparées par le TITULAIRE, **à ses frais**.

18.4 RETARD DANS LE DELAI DE REMISE EN SERVICE OU DE REPARATION DE L'EQUIPEMENT

Le délai de remise en service ou de réparation de l'équipement en défaut est au maximum de 24h00.

- En cas de non-respect du délai de remise en service ou de réparation de l'équipement en défaut, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, il pourra être appliqué pour chaque appareil et pour chaque retard, une pénalité de **50€** par tranche de 24h00 ;
- Au-delà de **4 jours**, la pénalité en cas de non-respect du délai de remise en service prévu ou de réparation de l'équipement en défaut, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, il pourra être appliqué pour chaque appareil et pour chaque retard, une pénalité de **300 € par jours** ;

18.5 DEFAT DE MAINTENANCE

Sont considérés comme défauts de maintenance et d'entretien, les réserves émises lors de Contrôles Techniques, Contrôles Périodiques, Contrôles de Prestation réalisés par INSTITUT AGRO ou son Conseil, les réclamations redondantes des usagers.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, pour chaque appareil et pour chaque anomalie constatée, il pourra être appliqué une pénalité de **100€ par constat**.

Les défauts seront constatés contradictoirement ; le TITULAIRE du Marché devra être représenté par un responsable technique.

Ces pénalités seront notamment appliquées en cas de :

- Protection électrique ou thermique défectueuse ou neutralisée (anti patinage, fusibles, ...) ;
- Fixations des câbles de suspension défectueuses (absence de goupille, serre câble, en nombre insuffisant ou monté à l'envers) ;
- Fusibles shuntés par un élément non conforme à l'usage ou pour lequel il n'est pas donné de caractéristiques par un fournisseur ;
- Manque d'huile dans treuil ou moteur ;
- Plus d'un toron coupé sur l'ensemble des câbles ;
- Tous organes de protection ou de sécurité ne remplissant pas leur office ;
- Capot ou cache d'un organe non remis à sa place (organe dynamique ou de sécurité notamment) ;
- Absence de garde câbles sur les poulies montées en porte-à-faux ;
- Tout organe de protection ou de sécurité passive ne remplissant plus sa fonction normalement (serrures, Fin de Course, Stop, Révision, Circuit d'éclairage gaine et machinerie...) ;
- Câbles de suspension trop longs : contrepoids touchant les amortisseurs ou amortisseurs retirés sous le contrepoids.

18.6 MAUVAIS FONCTIONNEMENT

La période de référence du calcul est constituée des 12 mois précédents la date anniversaire du contrat.

Le nombre annuel de pannes par appareil est fixé à **huit, hors vandalisme**.

- Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, si le nombre de pannes techniques dépasse 8, il pourra être appliqué pour chaque appareil, une pénalité de **10%** du prix annuel TTC du contrat de l'appareil concerné.

18.7 RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans la remise des documents ci-dessous, d'INSTITUT AGRO pourra appliquer une pénalité de **100€** par jour calendaire de retard :

- Attestation d'assurance : à fournir chaque année au plus tard le 31 janvier ;
- État récapitulatif du nombre d'interventions par appareil – Bilan mensuel des Indicateurs Qualité : à fournir à l'échéance de chaque mois (le dix au plus tard du mois qui suit) ;
- Bilan annuel des engag au titre du contrat d'entretien complet conformément à l'annexe 2 du présent C.C.T.P. Maintenance : à fournir au plus tard 30 jours après la date anniversaire du marché ;
- Planning de vidange de treuil conformément à l'annexe 5 du présent C.C.T.P. Maintenance : à fournir au plus tard le 30 jour après la date anniversaire du marché ;
- Planning d'accompagnement du contrôleur technique : à fournir au plus tard le 1er mois après la demande ;
- Proposition d'un taux de réduction annuel des pannes pour chaque appareil et les actions nécessaires pour y parvenir : à fournir au plus tard 30 jours après la date anniversaire du marché ;
- Notice d'instruction de chaque appareil : à fournir au plus tard 30 jours après la date du 2ème anniversaire d'exploitation ;
- Devis : à fournir dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande ;
- Rapport d'entretien étendu : à fournir dans un délai de 15 jours à compter de la date anniversaire du marché ;
- Résultats de l'examen semestriel du treuil : à fournir dans un délai maximum de 10 jours après la date d'intervention ;
- Notices techniques, Plans, Schémas, Plan d'entretien, Fiche de risques, Registre de contrôle : à mettre en place dans le local des machines dans un délai maximum de 30 jours après la date d'effet du marché ;
- Renseignements techniques et administratifs : à fournir dans un délai maximum de 24 heures ;
- Information de mise à l'arrêt d'appareils : à fournir dans un délai maximum d'1 heure ;
- Incidents constatés ou prévisibles indiquant les conséquences que pourraient entraîner pour d'INSTITUT AGRO, sa non-intervention et la non-exécution des travaux nécessaires à leur prévention : à fournir dès dans un délai maximum de 24 heures.

18.8 PENALITES POUR FAIT GRAVE

En dehors des poursuites judiciaires ou pénales et/ou de la résiliation sans préavis du Marché aux torts exclusifs du TITULAIRE, il sera appliqué une pénalité équivalente au **prix annuel TTC** du contrat d'entretien de l'appareil concerné, éventuellement révisé, si le TITULAIRE commet une faute grave, volontaire ou non, de nature à fausser ou paralyser le fonctionnement d'organes de sécurité essentiels, tels que seuils de sécurité, cellules photoélectriques de seuil, serrures de portes, parachutes, boutons d'arrêt, système d'anti patinage hors service dans le cas d'absence de fin de course de sécurité, etc...

18.9 PENALITES POUR SOUS-TRAITANCE OCCULTE

Une pénalité forfaitaire de **300 €** sera appliquée pour sous-traitance non déclarée ou non agréée.

Si les formalités de déclaration et d'acceptation de la sous-traitance n'ont pas été effectuées sous une semaine, le marché dans sa globalité pourra être résilié de plein droit et sans indemnité.

18.10 PENALITES POUR RETARD DANS LA REALISATION DES TRAVAUX

En cas de travaux ponctuels, la date de réception est donnée sur le Bon de Travaux.

- En cas de non-respect du délai de réalisation prévu pour les interventions de **travaux**, il pourra être appliqué, pour chaque appareil et pour chaque retard, une pénalité de **50€** par jour de retard entamée.

18.11 PENALITES POUR ABSENCE

En cas d'absence du TITULAIRE aux réunions de travail ainsi qu'aux visites de contrôle des installations organisées par INSTITUT AGRO et/ou son conseil, une pénalité forfaitaire de **100€** sera appliquée par constat.

18.12 PENALITES POUR RETARD DANS LA LEVEE DES OBSERVATIONS

En cas de retard pour la correction des observations suite au contrôle d'exploitation, au contrôle technique ou à l'occasion du contrôle de la part de l'organisme, une pénalité de **150€** par semaine sera appliquée.

18.13 PENALITES TELEALARME

En cas de non-fonctionnement de la téléalarme il pourra être appliqué une pénalité de **150€** par constat.

19 RESILIATIONS EXCEPTIONNELLES

Hormis les clauses de résiliation annuelles du marché prévues aux articles 3.3.1 et celles prévues à l'article 12 et 20.7 du présent C.C.A.P., le marché pourra être résilié dans les conditions suivantes :

⇒ Si le titulaire a fait l'objet de pénalités répétées durant les 12 derniers mois avant la résiliation et à compter de :

- ☞ La cinquième pénalité selon l'article 18.2 du présent C.C.A.P. sur une même installation,
 - ☞ La cinquième pénalité selon l'article 18.3 du présent C.C.A.P. sur une même installation,
 - ☞ La cinquième pénalité selon l'article 18.4 du présent C.C.A.P. sur une même installation,
 - ☞ L'application maximum de la pénalité selon l'article 20.5.a) du présent C.C.A.P. sur une même installation,
 - ☞ La cinquième pénalité selon l'article 18.5.b) du présent C.C.A.P. sur une même installation,
 - ☞ La troisième pénalité selon le paragraphe 18.6 sur un même ascenseur (défaut de visite d'entretien),
 - ☞ La première pénalité selon l'article 18.7 du présent C.C.A.P. sur une même installation.
 - ☞ La cinquième pénalité selon l'article 18.8 du présent C.C.A.P. sur l'ensemble des installations.
- ⇒ Si la somme des pénalités selon l'article 18 du présent C.C.A.P. dépasse 5 % HT du marché d'entretien annuel global révisé.

Ces pénalités seront comptabilisées par période annuelle (du 1^{er} janvier au 31 décembre).

Le préavis de résiliation est fixé à 3 mois, sauf en ce qui concerne la résiliation pour faute grave (selon article 18.7 du présent C.C.A.P.).

Dans ce dernier cas, c'est le pouvoir adjudicateur qui fixe arbitrairement et par écrit la durée du préavis.

Ces résiliations ne donneront lieu à aucune indemnité.

20 MODIFICATION DU MARCHE DE MAINTENANCE

Une éventuelle modification du marché de maintenance ne pourra se faire que par avenant, sur l'initiative du pouvoir adjudicateur et dans les seules conditions définies ci-dessous.

20.1 NOUVELLE INSTALLATION

Si le pouvoir adjudicateur souhaite intégrer un nouvel équipement au marché en cours, il pourra le faire en rédigeant un avenant au marché. Ce document comportera :

- ↳ La date d'effet de la modification,
- ↳ Le nouveau prix de l'entretien sera déterminé à partir du tableau annexé à la pièce de base du marché (annexe 1 de la décomposition des prix).

20.2 SUPPRESSION D'UNE INSTALLATION

Si le pouvoir adjudicateur souhaite supprimer au marché en cours un équipement, il ne pourra le faire, moyennant un préavis de quatre mois et en rédigeant un avenant au marché que dans les conditions ci-dessous.

- ↳ Bâtiment inoccupé ou voué à la démolition ou vente,
- ↳ S'il est envisagé des travaux importants selon une ou plusieurs des définitions ci-dessous :
 - Augmentation ou diminution de la vitesse nominale de la cabine
 - Augmentation ou diminution de la charge nominale de la cabine,
 - Modification du nombre et/ou de la situation des niveaux desservis
 - Adjonction d'une ou de plusieurs portes palières.
 - Changement du type ou de modèle de plusieurs portes palières.
 - Remplacement de l'armoire de commande.
 - Remplacement complet de l'ascenseur

Il est précisé que dans le cas de suppression dans le marché, d'un ou plusieurs équipements, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité dans les prestations de maintenance ou de travaux sous motif de résiliation anticipée.

21 SECURITE

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son entreprise, avoir une tenue réglementaire et identifiable (logo ou nom du titulaire), adaptée au travail à réaliser conformément à la législation en vigueur et être équipé de tout matériel de nature à assurer sa sécurité pendant ses interventions (casque, gants, harnais, etc.). Le non-respect de ce point, sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur, entraînera sur-le-champ l'obligation de quitter le chantier. Un courrier sera adressé au responsable du titulaire l'informant de cette décision.

L'autorisation de poursuivre le chantier sera subordonnée au respect des obligations indiquées ci-dessus.

Le titulaire doit informer sans retard, le représentant du pouvoir adjudicateur de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

Le titulaire est également responsable de la sécurité de son personnel.

En conséquence, toutes les interventions permettant d'améliorer les conditions de travail des salariés du titulaire pourront être réalisées par cette dernière, à son initiative, mais avec l'accord du pouvoir adjudicateur.

Néanmoins, il est précisé que toutes les interventions définies ci-dessus, resteront à la charge du titulaire et ne seront en aucun cas payées par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'accident survenant sur toute personne, le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels, seront seuls et pleinement responsables vis à vis des victimes.

En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne pourra être mis en cause.

22 RESPONSABILITES

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

↳ À son personnel ou à des tiers,

↳ À ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

23 DEFINITION DES PRIX, VARIATION ET MARCHES COMPLEMENTAIRES

23.1 DEFINITION DES PRIX

Les prix indiqués sont des prix forfaitaires, c'est-à-dire qu'ils rémunèrent le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire.

Les prix des travaux sont détaillés au moyen de décompositions de prix forfaitaires.

23.2 VARIATION DES PRIX

Les prix seront révisés chaque année à la date anniversaire du marché par application des formules indiquées à l'article 26 du présent C.C.A.P.

23.3 MARCHES COMPLEMENTAIRES :

Des prestations complémentaires non prévues, allant au-delà du contenu du marché initial, mais

rendues nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue rencontrée lors de l'exécution du marché, pourront être conclues par marchés négociés, conformément au Code de la commande publique.

Le montant cumulé des marchés complémentaires ne pourra dépasser 50% du marché principal.

23.4 MODIFICATION DES COORDONNEES BANCAIRES EN COURS DE MARCHE

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le Titulaire devra impérativement, dans les plus brefs délais, notifier par courrier, ce changement et indiquer le nouveau compte bancaire.

23.5 PAIEMENT

Les sommes dues par le pouvoir adjudicateur seront versées au titulaire au compte désigné dans un délai global de 45 jours fin de mois à compter de la date de réception enregistrée par le service comptable du pouvoir adjudicateur.

23.6 LES INTERETS MORATOIRES :

Les intérêts moratoires qui seront appliqués au titre du présent marché seront réglementés par l'article 5 du décret N°2002-232 du 21 février 2002, modifié par l'article 47 du décret N° 2011-1000 du 25 aout 2011.

24 CONDITIONS DE PAIEMENT

Le paiement sera réalisé suivant les modalités prévues aux articles s'y référant pour chacune des prestations (maintenance / dépannage et travaux), en faisant porter les sommes au crédit du compte indiqué à l'acte d'engagement.

25 AVANCES ET RETENUES DE GARANTIES

25.1 AVANCES

Sans objet

25.2 RETENUES DE GARANTIES

Il n'y aura pas de retenue de garantie sur les prestations de maintenance.

26 PRIX (Maintenance / Entretien / travaux hors marché)

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement.

Les prestations d'entretien telles que définies au C.C.T.P. et au présent C.C.A.P seront rémunérées par installation, moyennant un forfait annuel dont le détail est donné dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement et dont le montant est fixé à la date de la signature du présent marché.

La part des prestations récupérables (**PMR**) indiquées aux C.C.A.P et C.C.T.P. sera dissociée des prestations non récupérables (**PCNR**).

Le prix sera révisé à la date anniversaire chaque année et ce à compter du **1^{er} janvier 2026**, par

application de la formule :

$$P1 = P0 \times (0,15 + (0,60 \times \text{ICHT-IME I} / \text{ICHT-IME0}) + (0,25 \times \text{FSD2} / \text{FSD20}))$$

Dans laquelle les indices de référence sont les suivants :

P1 = Prix actualisé

P0 = Prix départ marché

ICHT-IME I = Dernier indice connu du Coût Horaire du Travail, industries mécaniques et électriques,

ICHT-IME 0 = Prix de l'Indice Coût Horaire du Travail, industries mécaniques et électriques,

FSD2 = Dernier indice connu des Frais et Services Diverss,

FSD20 = Prix départ marché des Frais et Services Diverss.

La valeur des indices indiquée ci-dessus sera celle publiée au journal Officiel. Elle sera celle du mois d'effet de remise à niveau avec un décalage de lecture de trois mois.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres; ce mois est appelé « mois zéro ».

Exemple chiffré

$$P0 = 5.000,00 \text{ € HT}$$

$$\text{Hypothese} \begin{cases} \text{ICH-IME I} = 202 & \text{FSD2} = 101 \\ \text{ICH-IME 0} = 200 & \text{FSD2} = 100 \end{cases}$$

$$P1 = 5.000,00 \times \left[0,15 + (0,6 \times 202 / 200) + (0,25 \times 101 / 100) \right]$$

$$P1 = 5.042,50 \text{ € HT}$$

Le prix des prestations de l'annexe 4 de l'acte d'engagement seront actualisés selon la même formule.

27 FACTURATION

Il est rappelé que le montant de la facture comprend les prestations de maintenance, entretien et réparation telles que définies au C.C.T.P et au présent C.C.A.P.

Les paiements seront effectués trimestriellement à terme échu sur présentation d'une facture à prix global et forfaitaire, égale à 25 % du contrat détaillé par appareil, et faisant apparaître la part du récupérable et du non récupérable.

Les factures relatives au 1^{er} trimestre devront parvenir au pouvoir adjudicateur pour le 10 avril de l'année considérée au plus tard, celles du 2^{ème} trimestre au 10 juillet, celles du 3^{ème} trimestre au 10 octobre et celles du 4^{ème} trimestre au 10 janvier de l'année suivante.

Les décomptes, factures ou mémoires afférents au paiement seront établis en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes (faute de quoi, elles seront retournées au titulaire) :

- Mentionner l'adresse exacte de l'installation concernée (N° de rue, N° d'appareil...)
- Mentionner les références de la police d'assurance souscrite par le titulaire, ses dates de prise

d'effet et d'expiration,

- Dissocier le prix des prestations récupérables de celles non récupérables imposées par les dispositions indiquées aux C.C.A.P et C.C.T.P
- Préciser et justifier clairement les éléments de calcul de la formule de révision
- Les noms et adresse du créancier,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal,
- La référence et la date du contrat et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant, le numéro et la date du bon de commande,
- La référence du groupe d'habitations concerné,
- La prestation exécutée,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée, éventuellement révisé,
- Le taux et le montant de la TVA,

28 Dérogations au C.C.A.G. – Fournitures courantes et services

Les dérogations au C.C.A.G.- Fournitures courantes et services, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Nature de la dérogation	Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
Plafond du montant total HT des pénalités	18.1 alinéa 2	14.1.2
Constatation donnant lieu à des pénalités	18.1 alinéa 3	14.1.1
Pénalités pour manquements constatés dans les visites	18.2	14.1
Pénalités pour retard dans les délais d'intervention	18.3	14.1.1
Pénalités pour retard de remise en service d'un équipement	18.4	14.2
Pénalités pour défaut de maintenance	18.5	14.2
Pénalités pour dépassement du nombre de pannes techniques	18.6	14.2
Pénalités pour retard dans la remise des documents demandés	18.7	14.1.1

CHAPITRE 3

TRAVAUX

29 Pénalités Travaux et Modernisation

29.1 PENALITES DE RETARD D'INTERVENTION (TRAVAUX ET MODERNISATION)

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect de la date de démarrage des travaux fixée dans l'Ordre de Service, il pourra être appliqué une **pénalité égale à 100 €** par appareil et par jour de retard, dimanches et jours fériés compris.

29.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAIS D'EXECUTION (TRAVAUX ET MODERNISATION)

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, si les délais d'exécution sont supérieurs à ceux stipulés sur l'Ordre de Service, imposant à **INSTITUT AGRO** un retard dans la mise en service de ses appareils, il pourra être appliqué une **pénalité égale à 100 €** par appareil et par jour de retard, dimanches et jours fériés compris.

29.3 PENALITES POUR NON REMISE DE DOCUMENTS (TRAVAUX ET MODERNISATION)

En application de l'article 19.3 du CCAG-Travaux, tout retard dans la remise des plannings pourra entraîner une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

A l'achèvement des travaux, le TITULAIRE est tenu de fournir sous un délai de 3 semaines, en trois exemplaires (1 INSTITUT AGRO, 1 machinerie, 1 maître d'œuvre), un dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sur support papier format A4 et sur support cd-rom au format PDF comportant :

1. Le dossier conforme à la norme P 82-210 - Annexe C - conformité portes palières, parachute
 2. Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des appareils et particulièrement pour la sécurité
 3. Le descriptif complet du matériel constituant les ouvrages y compris les références du constructeur
 4. PV de réception des organes de sécurité (limiteur, parachute, serrures, etc...)
 5. Essais selon la norme NFP 82-212 ou 312 et consignés sur papier
 6. Un jeu de plans et coupes d'implantations de tout le matériel en machinerie et gaine
 7. Un jeu de schémas des circuits d'alimentation, de manœuvre et de sécurité. Sur ces schémas seront précisés les différents organes de commande et de sécurité
 8. Calcul des chutes de tension de la colonne palière
 9. Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus, codes de défaut, programmation des paramètres
 10. Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation
 11. Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs portes cabines
 12. Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage
- toutes informations complémentaires utiles à l'exploitation des installations.

Par ailleurs, l'exemplaire en machinerie sera rangé et protégé dans l'armoire de manœuvre, à la disposition des techniciens.

La non-remise de ce D.O.E. entraînera une pénalité égale à 100 € par appareil et par jour calendaire de retard, dimanches et jours fériés compris.

29.4 PENALITES POUR SOUS-TRAITANCE OCCULTE (TRAVAUX ET MODERNISATION)

Une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée pour sous-traitance non déclarée ou non agréée par INSTITUT AGRO.

Si les formalités de déclaration et d'acceptation par INSTITUT AGRO de la sous-traitance n'ont pas été effectuées sous une semaine, le marché dans sa globalité pourra être résilié de plein droit et sans indemnité.

29.5 PENALITES POUR FAUTE GRAVE (TRAVAUX ET MODERNISATION)

En dehors des poursuites judiciaires et/ou de la résiliation possible, sans préavis du marché aux torts exclusifs du TITULAIRE, il sera appliqué une pénalité équivalente de 1 000 € dans les cas suivants :

- ☐ portes palières laissées ouvertes en l'absence du technicien,
- ☐ accès terrasse et machinerie laissées ouverts en l'absence du technicien
- ☐ encombrement du chantier exposant les résidents à un risque d'accident,
- ☐ attitude et comportement des intervenants exposant les résidents à un risque d'accident

30 Dérogations au C.C.A.G. – Travaux

Les dérogations au C.C.A.G.- Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Nature de la dérogation	Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
Plafond du montant total HT des pénalités	18.1 alinéa 2	19.2.2
Constatation donnant lieu à des pénalités	18.1 alinéa 3	19.2.4
Pénalités pour retard d'intervention	29.1	19.2.3
Pénalités pour non-respect des délais d'intervention	29.2	19.2.3

Fait à.....le.....

Le titulaire :

Nom, fonction et Signature :